

## LA POLICE POLITIQUE DES IDENTITÉS

Entretien avec Nathalie HEINICH

*De nombreuses questions qui agitent la société se comprennent aujourd'hui en termes de domination et de luttes d'identités : identités sexuelles, de genre, ethniques, culturelles, nationales, religieuses. La revendication identitaire se propage en dénonçant les oppressions et par de nouvelles formes de censure. La sociologue Nathalie Heinich analyse les sources et les pièges de cette nouvelle configuration intellectuelle et politique.*

*Comment ce thème de l'identité s'est-il imposé comme un nouveau paradigme politique, présent à gauche comme à droite de l'échiquier politique français ?*

■ **Nathalie Heinich** : Ce croisement entre un prisme politique défini en termes de « domination » et un prisme politique défini en termes d'« identité » est nouveau, et c'est de lui d'ailleurs que relève pour l'essentiel le mouvement dit « woke », venu des États-Unis et qui n'a traversé l'Atlantique que très récemment. Être « éveillé » aux discriminations liées à l'appartenance à une « communauté » à laquelle on s'identifie (de sexe, de race, d'orientation sexuelle, etc.), c'est, si l'on peut dire, la nouvelle donne progressiste, en laquelle se reconnaissent beaucoup de jeunes. Auparavant, plutôt que le lexique de la « domination » hérité de la sociologie bourdieusienne, on utilisait plutôt celui de l'« exploitation », des « inégalités » ou de l'« aliénation », hérité du marxisme. Et si le sexisme, le racisme ou l'homophobie étaient dénoncés, c'était au nom de la revendication universaliste d'égalité des droits par la suspension des différences, plutôt qu'au nom de l'affirmation des appartenances identitaires définies en termes de communautés – une affirmation

typique de la culture politique communautariste ou du moins multiculturaliste qui prévaut dans les pays anglo-saxons.

Or, si la focalisation sur la lutte contre les inégalités fait classiquement partie de la culture de gauche, en revanche, le prisme identitaire se déploie sur l'ensemble du spectre politique. En France, on l'a même vu s'introduire dans le vocabulaire partisan à partir de la droite : on se souvient de l'« identité française » mise en avant par Nicolas Sarkozy durant son mandat. Aujourd'hui, cette problématique se rencontre également à gauche, et de plus en plus : c'est la « politique des identités », dont Laurent Dubreuil a très bien montré les dangers dans son livre, et que j'ai proposé de qualifier d'« identitarisme » pour bien marquer le caractère fortement idéologique de cet usage bien particulier du mot « identité ». Je plaide, en effet, dans mon livre pour qu'on utilise cette notion de façon non pas partisane ou politisée mais comme un outil d'analyse, au même titre que d'autres catégories de compréhension de l'expérience utilisées par la psychologie sociale.

*Pouvez-vous préciser la différence que vous faites entre le souci (légitime) de l'identité et ce que vous appelez l'« identitarisme » ?*

■ N. H. : Tout un chacun peut avoir des problèmes d'identité, et c'est bien normal, comme je le montre dans mon livre : les adolescents ont souvent des doutes sur leur identité sexuée (suis-je vraiment un garçon ? suis-je vraiment une fille ?), les croyants sur leur identité religieuse (ai-je encore le droit de me dire catholique si je ne pratique plus ?), les écrivains sur leur identité professionnelle (ainsi j'avais basé toute une enquête<sup>1</sup> sur les réponses, extrêmement riches et variées, à la question : « Quand on vous demande ce que vous faites dans la vie, qu'est-ce que vous répondez ? »), les immigrés sur leur identité nationale (suis-je encore algérien ? ou bien suis-je français ?)... Moi-même, je m'interroge souvent sur mon identité juive, comme dans l'article placé en annexe de *Ce que n'est pas l'identité* (Gallimard, « Le Débat », 2018) et où j'explique la complexité identitaire de ceux qui, comme moi, ont un père juif et une mère non juive, de sorte qu'ils sont juifs aux yeux des Non-Juifs et non-juifs aux yeux des Juifs...

Mais l'identité n'est pas l'identitarisme : j'ai forgé ce dernier terme pour désigner non pas une expérience mais une idéologie, consistant

1. Voir mon livre *Être écrivain. Création et identité*, La Découverte, « Armillaire », 2000.

à rapporter le statut de tout un chacun à une appartenance collective qui constituerait l'alpha et l'oméga de son être social : ainsi, une femme ne pourrait être perçue et traitée qu'en tant que femme, un Noir qu'en tant que Noir, un homosexuel qu'en tant qu'homosexuel, etc. Il y a là, à mes yeux, deux dérives hautement problématiques de l'usage de la notion d'identité : la première est l'atteinte à la liberté car, dans cette logique « identitariste », nous ne serions plus libres de jouer sur les différentes facettes de notre identité selon les situations où nous nous trouvons ; et la seconde est l'atteinte à la solidarité, car nous serions ainsi sommés de rester attachés à un groupe d'appartenance, au lieu de nous mouvoir entre différents groupes et différents individus avec lesquels nous sommes amenés à nous associer, auxquels nous avons envie de nous identifier, etc. C'est donc une dérive potentiellement sectaire et totalitaire qui, malheureusement, menace bien des mouvements actuels pourtant dédiés à des causes parfaitement légitimes telles que la lutte contre les discriminations dues au sexe, à l'orientation sexuelle, à la race, etc. Et, encore une fois, ce qu'on nomme le mouvement « woke » est aujourd'hui à l'épicentre de ce type de dérives identitaristes.

*Que les revendications politiques s'expriment en termes identitaires, plus qu'en termes de liberté ou d'égalité, qu'est-ce que cela change ? Est-ce la fin de l'universalisme républicain ? ou un signe de ses insuffisances ?*

■ N. H. : La tendance « identitariste » à réduire les individus à une appartenance communautaire réduit considérablement et même distord ce que signifie véritablement l'identité pour les gens, à savoir une façon de se définir, de se présenter à autrui et d'être désigné par autrui, qui est vouée à évoluer selon les contextes et qui fait même l'objet de tout un « jeu identitaire » passionnant à observer. Par exemple, selon les circonstances, je peux me vivre et me présenter comme « femme », ou bien comme « chercheuse », ou bien comme « française », ou bien comme « vélocipédiste »... et je fais en sorte d'orienter la façon dont on me qualifiera de façon qu'elle soit adéquate à la situation – et nous savons tous agir de même, car c'est une compétence de base de la vie sociale.

Mais, en imposant la réduction de tout un chacun à une « identité », soit de « dominant », soit de « dominé », sans prendre en compte ni les différences de situations, ni même la façon dont les gens les vivent effectivement, la lecture politique de la notion d'identité faite

par la « gauche identitariste » nous coupe de la réalité, d'une part, et tend à imposer une conception communautariste de la vie en société, d'autre part : double peine, donc...

Or, c'est d'autant plus problématique qu'il y a là atteinte à la liberté : je dois pouvoir choisir d'affirmer ou pas mon appartenance au sexe féminin, sans que celle-ci me soit imposée comme une obligation, à l'instar de ce que prétendent faire les néoféministes, adeptes de l'écriture inclusive (ou plutôt « excluante ») et de la féminisation systématique des noms de profession. Et il y a aussi atteinte à la fraternité car, en divisant d'emblée les êtres en groupes d'appartenance censés les définir entièrement, on leur interdit de créer des rapprochements, des sympathies, des complicités qui permettent de faire du lien plutôt que de séparer.

Certains diront peut-être que c'est le prix à payer pour obtenir plus d'égalité, mais c'est faux : la conception républicaine universaliste de la citoyenneté nous permet d'exiger l'égalité des droits au nom de l'universalité de notre statut de citoyens (voire de membres de la « commune humanité ») et non pas au nom de notre appartenance à des « communautés » auxquelles il faudrait accorder les mêmes droits : en France, ce sont les individus qui ont des droits, pas les collectifs. Certes, cette égalité des droits ne suffit pas à assurer l'équité des conditions réelles ; mais cela, c'est l'affaire du combat politique pour une meilleure répartition des ressources, et ce combat n'a strictement rien à gagner à se mener sur une base communautariste, qui comporte les inconvénients dont je viens de parler, sans pour autant apporter d'avantages du point de vue de la justice sociale. Si la couleur de peau ne doit pas être une cause de discrimination, ce n'est pas au nom de l'égalité des « races » mais au nom de l'égalité en droit des êtres humains, en tant qu'êtres humains et non pas en tant que « Noirs », « Arabes », « Asiatiques » ou « Blancs ».

La prévalence de cette lecture « identitariste » des luttes politiques n'est donc pas le signe d'une « insuffisance » de ce modèle universaliste, mais simplement la conséquence de l'importation inconsidérée d'un modèle communautariste totalement étranger à la tradition politique française héritée des Lumières. Et mettre les inégalités effectives sur le compte des carences de ce modèle, c'est ne pas comprendre qu'il n'a de sens qu'au niveau des droits ou du statut – mais pas au niveau de la distribution des ressources qui, là encore, relève d'une autre dimension de la vie politique.

*Quels sont les pièges et les risques politiques de l'identité ?*

■ N. H. : Ce n'est pas la notion d'identité en elle-même qui est dangereuse, mais la double réduction qui en est faite par ceux qui l'utilisent comme une arme politique. La première réduction consiste à réduire toute l'identité à une seule de ses dimensions : à droite, l'identité nationale ; à gauche, l'identité de sexe (dit « de genre » par mimétisme avec le puritanisme anglo-américain), de « race », d'orientation sexuelle, de religion, etc. Or, comme je le montre dans mon livre, il y a bien d'autres dimensions en fonction desquelles nous pouvons nous définir : par notre origine géographique ou sociale, par notre profession, par notre statut matrimonial, par nos goûts, par nos pratiques, par notre apparence, etc. L'identité est donc beaucoup plus riche que ce qu'en font ceux pour qui elle est devenue l'alpha et l'oméga d'un combat politique.

La seconde réduction consiste à réduire toute personne à sa seule « identité » ainsi prédéfinie, alors que nous avons, heureusement, une certaine liberté de jeu dans les multiples dimensions de notre existence. Ma vie est faite de toutes sortes d'expériences, de liens, d'actions, de désirs, de pensées qui n'ont pas grand-chose à voir avec mon « identité », surtout si celle-ci est réduite à la peau de chagrin d'une affiliation communautaire. Un monde où les êtres seraient regroupés et traités en fonction de leur appartenance obligée à un collectif serait un monde totalitaire : on en a d'ailleurs connu dans l'Histoire et ils n'ont pas laissé de bons souvenirs, c'est le moins qu'on puisse dire... Je crains que le manque de culture historique de nombre de jeunes militants « décoloniaux », « intersectionnels », « néoféministes », « LGBT+ »... ne les aveugle sur les accointances de leurs positions avec des mouvements qui, sous couvert de « progressisme », se sont avérés sinistrement totalitaires.

D'ailleurs, le fait que ces mouvements pratiquent volontiers, ou du moins tendent à légitimer, ce qu'on nomme la « *cancel culture* » (la « culture de la censure ») est un indice assez sûr de telles accointances avec les tentations totalitaires qui habitent tant de causes que l'on peut juger parfaitement légitimes dans leurs visées, mais inacceptables dans leurs moyens.

*Pouvez-vous donner un exemple de ces liaisons dangereuses entre « identitarisme » et « culture de la censure » ?*

■ N. H. : L'un des exemples récents les plus frappants est l'accusation portée contre une traductrice blanche d'avoir traduit une poétesse noire alors qu'elle n'en aurait pas le droit (cela s'est passé, on s'en souvient, aux Pays-Bas, après l'élection de Joe Biden). Mais plutôt qu'un exemple isolé, mieux vaut souligner la montée en puissance d'un argumentaire consistant à mettre en avant une « sensibilité blessée », un sentiment d'« offense », pour exiger le retrait d'un propos voire les excuses de celui qui l'a tenu. Ainsi, « en tant que femme, je me suis sentie offensée par votre affirmation », « en tant que non-binaire, je n'accepte pas l'emploi des termes "homme" et "femme" », « en tant que musulman, je considère les caricatures du prophète comme profondément blessantes », « en tant que Noir, je refuse qu'un Blanc prétende représenter une personne de couleur »... L'identification à un groupe (de préférence victimisé) devient une sorte de droit à imposer à tout un chacun un langage « correct », et donc à interdire toute formulation non autorisée par ses membres qui, en outre, s'instituent représentants autoproclamés du groupe en question. Bref, on est au plus loin du respect de la liberté d'expression et des fondements mêmes de la démocratie.

*La notion d'intersectionnalité introduite par la théoricienne du droit féministe Kimberlé Williams Crenshaw montre les interactions complexes de nos nombreuses identités. Ce concept est-il fécond pour la sociologue que vous êtes ?*

■ N. H. : Ce concept a été inventé par une juriste américaine et ce n'est pas un hasard, car il n'a de sens que dans un contexte communautaire où l'on est identifié (y compris en contexte judiciaire) en fonction d'une assignation à une « communauté » : ainsi, l'on est soit « femme », soit « noire », etc. Comment, dans ces conditions, combiner des identités exclusives les unes des autres ? En créant une nouvelle identité, en l'occurrence celle de victime de discriminations « intersectionnelles », combinant le sexe avec la couleur de peau.

L'importation irréfléchie de ce concept en contexte européen, et notamment français, ne fait que trahir l'inculture politique et juridique des militants qui s'en sont emparés : dans notre pays universelle, inutile de créer des sous-catégories de catégories puisque, de toute façon, ce ne sont pas les catégories qui définissent les citoyens mais leur appartenance, en tant qu'individus, à la collectivité nationale. Dans ces conditions, l'intersectionnalité s'apparente à la décou-

verte de la Lune, comme je l'ai écrit dans *Ce que le militantisme fait à la recherche* [Gallimard, « Tracts », n° 29, 2021] : on crie bien fort qu'être une femme et être noire ou arabe, dans la France d'aujourd'hui, expose à être moins avantagée qu'être un homme blanc. Quelle découverte sensationnelle ! Le mot « intersectionnalité » donne à ceux qui l'emploient l'impression d'être très intelligents, alors même qu'ils ne font que brandir ainsi la marque de leur manque de réflexion.

Cela n'empêche pas, bien sûr, qu'il faille se battre pour l'égalité entre les sexes et contre les discriminations raciales, mais on n'a pas attendu pour cela, heureusement, l'importation de l'« intersectionnalité » !

*Dans votre livre Ce que n'est pas l'identité, vous consacrez sept chapitres sur huit à dire ce que l'identité n'est pas. Pourquoi est-ce si difficile à définir ? Pourquoi ce thème s'est-il d'emblée posé à vous comme un « problème » ou une « réduction » ?*

■ N. H. : Le premier problème avec la question de l'identité est que, comme je viens de le dire, elle est souvent mal comprise : on y voit une « substance » figée, alors qu'elle est la conséquence de multiples actions (y compris et surtout d'actes de langage) ; un destin, alors qu'elle est plutôt un jeu ; une réalité unidimensionnelle, alors qu'elle est une construction multidimensionnelle... C'est pourquoi, face à la quantité de contresens que j'ai vu fleurir à propos de cette notion, et après en avoir étudié précisément l'émergence dans les sciences humaines et sociales puis dans le monde politique, il m'a paru plus efficace et plus amusant de l'expliquer en partant de ce qu'elle n'est pas.

Le second problème avec cette question, c'est qu'elle n'apparaît dans les consciences que quand elle pose problème. Il n'y a pas d'identité sans crise d'identité, comme je l'explique dans le livre. Et c'est en partant de ces multiples crises d'identité que j'ai pu élaborer un modèle d'analyse de la notion d'identité : d'abord les crises d'identité en situation concentrationnaire, que j'ai pu étudier grâce à ma collaboration aux travaux de Michael Pollak sur les témoignages de rescapés ; puis les crises d'identité féminine, qui ont fait l'objet de mon livre *États de femme* [Gallimard, 1996] ; puis les crises d'identité qui peuvent advenir aux créateurs et notamment aux écrivains, analysées dans *L'épreuve de la grandeur* [La Découverte, 1999] et dans *Être écrivain* [La Découverte, 2000]. Et ma familiarité avec la

psychanalyse me permet de faire l'hypothèse qu'une bonne partie des problèmes qui amènent les gens sur le divan relèvent de crises d'identité... Face à cela, prendre au sérieux la notion d'identité comme grille d'analyse de l'expérience, comprendre comment elle fonctionne, c'est à mon avis la meilleure façon de surmonter de telles crises.

*On comprend que l'identité intime soit insaisissable et régulièrement en crise. Peut-on en dire autant des identités sociales ?*

■ N. H. : J'ai cherché à dépasser justement cette opposition entre « identité intime » et « identité sociale », en proposant un modèle ternaire et non plus unitaire (on aurait « une » identité) ou même binaire (« identité personnelle » *versus* « identité sociale »). Ce que nous percevons ou éprouvons en termes d'« identité » est l'effet d'un jeu entre trois « moments » : premièrement, le moment de « l'auto-perception », qui est le plus intérieur et le moins communicable, mais qui n'existe pas sans un passage par les mots et donc sans une part de socialisation, indissociable du langage ; deuxièmement, le moment de la « présentation », qui correspond à l'image que nous choisissons de montrer à autrui et qui est donc un moment plus extérieur, mais pas forcément moins authentique que le premier ; et, troisièmement, le moment de la « désignation », qui est la façon dont autrui nous renvoie une image ou une qualification de nous-même – et qui est bien sûr le moment le plus extérieur. C'est le nouage de ces trois moments, variable selon les contextes et selon les dimensions de l'identité (la nationalité, le sexe, la profession, etc.), qui « fait » notre sentiment d'identité.

Celui-ci n'est donc pas tant « insaisissable » que mobile, labile, multidimensionnel, bref apte à toutes sortes de jeux. Et si le pôle le plus « intime », auquel on touche plutôt sur le divan que dans un bureau de vote ou dans une manifestation, est parfois difficile à saisir, il peut en aller de même du pôle le plus « social », dès lors que nous n'avons pas forcément le pouvoir de décider à la place d'autrui la façon dont on nous perçoit et dont on nous qualifie. Que pouvaient saisir de la désignation dont ils faisaient l'objet les Juifs stigmatisés et persécutés sous l'Occupation et à qui un simple tampon sur leur carte d'identité pouvait coûter la vie ? Tout au plus pouvaient-ils s'efforcer de la modifier en falsifiant leurs papiers...

*L'identité sociale nous en parle : le groupe ne s*

■ N. H. : S  
vieille com  
clan, vieill  
la région,  
comme la  
barras » ou  
pas à notre  
de sécurité  
notre beso  
sur qui ne

Bref,  
comme di  
oppositio  
parfaitem  
périence  
selon les  
pour que  
a isolés c  
même la  
comme l  
l'illusion  
sisme n'é  
c'est un i

ETV  
DES



*L'identité sociale nous embarrasse, nous tourmente, mais pouvons-nous nous en passer ? Ce besoin d'ancrage identitaire, d'appartenance à un groupe ne s'est-il pas accru avec la mondialisation ?*

■ N. H. : Se définir comme membre d'un collectif est une pratique vieille comme le monde, vieille comme la famille, vieille comme le clan, vieille comme la tribu, vieille comme le village, vieille comme la région, vieille comme la nation, vieille comme la religion, vieille comme la corporation, vieille comme le parti... Ce peut être un « embarras » ou un « tourment » lorsqu'elle est imposée ou ne correspond pas à notre autoperception, mais elle est aussi un formidable ferment de sécurité, de sentiment d'appartenance, de solidarité, qui satisfait notre besoin de nous repérer dans le monde, de savoir qui sont ceux sur qui nous pouvons compter et ceux dont il faut nous méfier...

Bref, la dimension collective de l'identité (l'identité « *idem* », comme disent les philosophes, qui fait qu'on ressemble à d'autres, par opposition à l'identité « *ipse* », qui fait qu'on est à nul autre pareil) est parfaitement ambivalente, comme bien d'autres composantes de l'expérience humaine : elle peut être plus ou moins positive ou négative, selon les cas. Mais le « social » n'est pas aliénant en lui-même, sauf pour quelques misanthropes invétérés qu'un traumatisme relationnel a isolés des autres : nous ne pouvons pas vivre sans autrui et c'est même la relation à l'autre qui nous définit et qui nous construit, comme l'a bien souligné le sociologue Norbert Elias en stigmatisant l'illusion de l'« *homo clausus* », l'homme clos sur lui-même. Le solipsisme n'est ni une vertu, ni une solution, ni une bouée de sauvetage : c'est un naufrage, tant de la pensée que de la vie.

*Propos recueillis par Nathalie SARTHOU-LAJUS.*



Retrouvez le dossier « **Essais philosophiques** »  
sur [www.revue-etudes.com](http://www.revue-etudes.com)